

Dix organisations citoyennes demandent que leurs communes se déclarent "hors 5G"



Namur (/regions/namur)

JVE

Publié le 14-07-20 à 08h15 - Mis à jour le 14-07-20 à 08h16

◀8

◀1

Dangerosité sur les êtres vivants, demande en énergie et en matières premières, dégagement de CO2 sont mis en avant

Dix organisations citoyennes actives entre Namur et Charleroi demandent que leurs communes se déclarent "hors 5G". Thomes Héricks, de Jemeppe en transition explique : *" En effet, de forts soupçons de dangerosité sur les êtres vivants pèsent sur cette technologie, même s'il n'existe actuellement aucun consensus scientifique. De plus, le développement de la 5G accroîtra la demande en énergie, en matières premières en plus du remplacement des appareils incompatibles et en bande passante, ce qui dégagera donc encore plus de CO2 alors que la situation écologique est déjà dramatique. Tout cela pour une utilité sociale nulle, voire nuisible."*

Les réactions les plus rapides et salutaires ont émané de l'opinion publique et de la société civile." *On peut saluer également les réponses négatives de nombreuses communes francophones concernées par cette première phase de déploiement, on regrettera cependant la faiblesse de leur argumentation et l'incertitude de leur position à plus long terme. En effet, la méthode de l'opérateur est unanimement dénoncée : timing indécent, contacts inexistantes avec les autorités communales, politique du fait accompli, communication indigente... Pour autant, nous espérons que les appels à la « clarification » et à la « transparence » entendus çà et là n'augurent pas une future résignation des pouvoirs locaux face à une avancée technologique présentée comme inexorable, en regard de laquelle les enjeux de santé publique soulevés par les autorités locales semblent bien dérisoires. Or, la question est cruciale. De nombreuses craintes entourent cette technologie et les précédentes, d'ailleurs. Les études scientifiques et les appels de médecins et de spécialistes se multiplient, dénonçant des effets nocifs sur le corps humain. Dans le doute légitime, le principe de précaution justifie à lui seul un long moratoire sur le développement de la 5G, tant que l'innocuité des ondes pour tous les organismes vivants n'aura pas été définitivement prouvée. Loin donc du passage en force de Proximus, qui attise encore la suspicion et nie le principe de précaution par le fait accompli."*

Le collectif invite les responsables politiques à intégrer trois éléments majeurs dans leur argumentation. *"Tout d'abord, il existe des indices plus lourds encore de la nocivité des ondes sur les insectes et les oiseaux, déjà décimés par la destruction des écosystèmes, l'usage des pesticides, les pollutions ou les dérèglements climatiques. Le déclin de la biodiversité est, encore davantage que le climat, une menace dramatique pour la survie de l'espèce humaine. Ensuite, le déploiement d'une technologie telle que la 5G nécessite de lourds investissements en énergie, essentiellement fossile et nucléaire, et en matières premières, pourtant en déplétion. Sans compter l'énorme coût environnemental du remplacement de milliards de terminaux techniquement obsolètes et la gigantesque augmentation de données induite par la 5G. Or, un usage raisonnable de l'énergie et des matières premières est primordial si nous ne voulons pas perdre le combat écologique."*

Les associations partenaires lancent donc un appel aux autorités communales pour déclarer leur région hors 5G, dès à présent, comme l'a fait récemment la commune de Floreffe.

Les 10 associations partenaires : Jemeppe en transition, Sambreville en transition, Fleurus en transition, Floreffe en transition; Youth for Climate Val de Sambre, Régionale Natagora Coeur de Wallonie, Cercle des naturalistes de Belgique/Les sittelles Namur, Les amis de la terre, Réseau de consommateurs responsables, Extinction Rebellion Namur,

Newsletter DH Namur

L'actu namuroise vous intéresse?
Inscrivez-vous à la newsletter DH Namur !

Votre e-mail

Je m'inscris

Je déclare avoir pris connaissance de la politique de protection de la vie privée de La DH et accepte que La DH traite mes données à caractère personnel conformément à celle-ci.

◀8

◀1

Vos articles régions